

Les vraies manœuvres autour de l'appel "Ultimatum climatique"

1 Dans leur contribution annexée au rapport moral du Réseau, **8 administrateurs déclarent à propos de la signature de l'Ultimatum climatique** par le Réseau : « le 2 juin, le CA avait refusé cette signature. [...] Mais sous la pression des salariés politiques, le CA a dû revoter, et cette fois pour l'approuver sans conviction le 16 septembre. Stéphane Lhomme, absent lors du vote, n'a eu de cesse, quand il a découvert cette décision, de la combattre ».**

En réalité, ce n'est pas sur la signature de l'Ultimatum climatique que le CA s'est prononcé le 2 juin : la question ne lui a pas été posée. Stéphane Lhomme avait en effet organisé un vote du CA sur un projet de communiqué de presse, intitulé : "Climat : Sortir du nucléaire conteste l'appel de certaines ONG à Sarkozy". Ce projet de communiqué de presse contestait la démarche de plusieurs ONG qui, avec cet Ultimatum climatique, ont décliné au niveau français un appel mondial aux chefs d'État leur demandant de prendre des décisions fortes lors du sommet de Copenhague sur le climat. Mais la question qui aurait logiquement dû être débattue en premier - le Réseau doit-il ou non signer l'Ultimatum climatique ? - n'était pas posée. Le projet de communiqué a été adopté par le CA (5 pour, 1 contre, 1 abstention – soit 7 votes exprimés).

Toutefois, ce communiqué n'a jamais été envoyé à la presse, ni diffusé sur les listes mail du Réseau. **Aucun des collègues de Stéphane Lhomme ne connaissait l'existence de ce projet de communiqué.**

2 Cinq mois plus tard, Charlotte Mijeon, assumant par intérim la fonction de chargée de campagne, a été sollicitée par une ONG pour savoir si le Réseau souhaitait signer l'Ultimatum climatique. Cette sollicitation émanait du Réseau Action Climat, association adhérente du Réseau, très impliquée dans la campagne "Don't nuke the climate!". C'est donc tout naturellement que Philippe Brousse, en tant que directeur, a soumis cette question au vote du CA. C'est à cette occasion que, **le 11 septembre, le CA a été pour la première fois appelé à se prononcer "pour" ou "contre" la signature de l'Ultimatum climatique** par le Réseau. Le CA a débattu, le vote a eu lieu et la signature de l'Ultimatum climatique par le Réseau a été adoptée (6 pour, 3 contre – soit 9 votes exprimés).

Il est donc mensonger de prétendre que c'est « sous la pression des salariés politiques [que] le CA a dû revoter ». Personne parmi le CA n'a évoqué à l'époque la moindre « pression » de la part des salariés politiques. Certains salariés ont donné leur avis, les administrateurs ont également débattu entre eux, puis ont voté librement, en leur âme et conscience. Il y a eu un vrai débat, avec 17 interventions riches en arguments pour et contre (alors que le débat sur le projet de communiqué n'avait suscité que 8 interventions bien plus brèves). Qualifier *a posteriori* de « pressions » un échange d'arguments pondérés, cela dénote une conception bien particulière de la démocratie.

Quant à prétendre que le CA a approuvé « sans conviction » la signature de l'appel... chaque administrateur assume librement son vote. Si l'un d'entre eux n'est pas « convaincu » par une demande, il ne tient qu'à lui de s'abstenir ou de voter contre. Or la signature a été approuvée par 6 voix sur 9 !

Suite à la décision du CA, la signature du Réseau a été signalée aux organisations à l'origine de l'appel. Le logo et une présentation du Réseau ont été mis en ligne sur le site web de l'Ultimatum climatique.

3 Le 1^{er} octobre, de retour après une absence pour raisons personnelles, Stéphane envoie le message suivant : « *Je découvre que nous avons signé un appel PRONUCLEAIRE et faisant allégeance à sarkozy. Je demande un nouveau vote sur la base de ces infos qui n'ont pas été données au CA.* »

Ce message est cité ici dans son intégralité, et son sens exact est donc dénué d'ambiguïté. **Stéphane demande un nouveau vote pour la seule raison qu'il n'a pas pu donner son avis, en prétendant que son jugement personnel (que le texte serait un « appel PRONUCLEAIRE et faisant allégeance à Sarkozy ») constitue en lui-même une « nouvelle information ».** Comme si les administrateurs n'avaient pas été capables de se faire leur propre idée à la lecture du texte qui leur a été soumis pour vote ! Mais il est vrai que Stéphane désapprouve la décision qui a été prise...

Poursuivant sur sa lancée, Stéphane déclenche un esclandre. Comment justifier qu'une décision, prise par le CA dans des conditions sereines et après un véritable débat, soit ré-examinée ? A cette fin, Stéphane ressort des tiroirs son projet de communiqué du 2 juin et, sur cette base, accuse Philippe d'avoir lancé un vote « illégal ». Il annonce son intention de diffuser sur le champ le communiqué du 2 juin, qui se trouve pourtant en contradiction avec la décision plus récente du CA de signer l'appel. Cette diffusion est empêchée in extremis par l'intervention de plusieurs personnes.

4 Sans même se concerter avec Philippe, organisateur du vote précédent, **Stéphane organise alors un nouveau vote : « POUR ou CONTRE annuler notre signature de l'appel à Sarkozy "Ultimatum climatique" ?».**

Les administrateurs commencent à exprimer leurs votes et... pas de chance ! Le vote s'oriente vers une confirmation de la signature du Réseau, contraire à la réponse que souhaite Stéphane. Qu'à cela ne tienne : au prétexte que certains ont mal compris la question posée, **Stéphane interrompt d'autorité son propre vote (ce qui, en soi, est déjà anormal), et organise un nouveau vote tout à fait différent.**

Ce deuxième vote porte sur **une soi-disant « Position de CONSENSUS sur l' "appel à Sarkozy" »** qui consiste en un marchandage que l'on peut résumer ainsi : « je renonce à diffuser le communiqué du 2 juin, et le CA retire la signature du Réseau de l'Ultimatum climatique ». Ce vote se retrouve suspendu suite au veto de 2 administrateurs.

5 Ces manœuvres s'accompagnent de dizaines de mails dans lesquels Stéphane martelle des accusations d'« illégalité », de « trahison » et autres accusations graves et infondées à l'encontre des personnes qui essaient simplement de recadrer les échanges ou d'exposer une analyse différente. **Une série de 6 votes s'étale du 11 septembre au 25 novembre, sans que le CA parvienne à s'accorder.**

Au final, ce n'est que toute fin novembre que le CA trouve un accord en réunion à huis-clos : le Réseau maintient sa signature, mais envoie une lettre le 1^{er} décembre aux organisations à l'origine de l'Ultimatum climatique. En voici l'extrait central :

Le "Réseau Sortir du nucléaire" veut donc croire que les organisations signataires de l'Ultimatum Climatique, lors des rencontres qu'elles pourraient avoir avec les représentants de l'Etat, des partis politiques ou dans leurs prises de positions publiques, auront à cœur de rappeler explicitement qu'en aucun cas le recours à l'énergie nucléaire ne peut constituer une réponse, même partielle, au problème du changement climatique. A défaut, le Réseau Sortir du Nucléaire se verrait alors contraint de retirer son soutien à l'Ultimatum Climatique, qui se trouverait réduit de fait à un soutien de la politique énergétique et commerciale soutenue par le Président de la République.

Les manœuvres détaillées ci-dessus montrent bien que, si pressions il y a eu, elles sont du fait de Stéphane Lhomme, pour faire annuler la signature décidée par le CA. D'ailleurs, les 8 administrateurs qui défendent Stéphane mordicus reconnaissent eux-mêmes dans leur contribution que « Stéphane Lhomme, absent lors du vote, n'a eu de cesse, quand il a découvert cette décision, de la combattre ».

Le Réseau devait-il, oui ou non, signer cet appel ? Il existe des arguments pour les deux positions (oui ou non), qui peuvent être toutes deux valablement défendues. C'est au CA qu'il appartenait de répondre à cette question, ce qui a été fait dans les formes lors du vote lancé le 11 septembre. Indépendamment de la décision prise, il est regrettable que le CA ait pu admettre de revenir sur son propre vote du seul fait des pressions exercées par un salarié, Stéphane Lhomme. Ce faisant, le CA a consacré à cette affaire une part importante de son énergie, qui aurait pu être consacrée au suivi du reste des activités du Réseau.

Philippe Brousse
Directeur du Réseau "Sortir du nucléaire"

** L'Ultimatum climatique est la déclinaison française d'un appel adressé aux chefs d'Etat du monde entier, pour les pousser à prendre des mesures fortes contre le changement climatique lors du sommet de Copenhague. L'appel Ultimatum climatique n'aborde pas la question des moyens technologiques à mettre en oeuvre ; le nucléaire n'y est pas évoqué.